

## **Hugues Sibille**

Président du Labo de l'ESS et de la Fondation Crédit coopératif

**Hugues SIBILLE** : Je commence par dire mon admiration et mon amitié pour Jean-Baptiste de Foucauld, haut fonctionnaire et militant associatif, homme toujours juste et inspirant, rigoureux et imaginatif, comme il en est peu et comme je ne suis pas sûr qu'il s'en fabrique encore. J'ai été longtemps un bénévole actif à ses côtés, à Solidarité Nouvelle face au Chômage (SNC) et quand JBD me demande de participer à une interview pour le Pacte civique, par principe, je dis oui, mais par conviction également car je trouve fort utile ce que fait le Pacte civique.

Je suis un homme de l'économie sociale et solidaire. J'y ai fait toute ma vie, d'engagement et professionnelle, en cherchant à y réaliser "l'unité d'un homme", comme disait Jacques DELORS. Aujourd'hui, je suis à la retraite en tant que salarié, mais un retraité actif avec deux responsabilités : Président de la Fondation Crédit Coopératif et du Think-Tank de l'Économie sociale et solidaire, le Labo de l'ESS, créé par Claude ALPHANDERY.

Comparé à Jean Baptiste, précurseur de la sobriété, et d'autres que vous interviewez, je confesse une modestie conceptuelle et technique sur cette question. Par contre, j'ai la conviction que c'est un sujet important. Je suis donc disponible pour en parler avec beaucoup d'humilité.

**Le Pacte civique** : En parlant de sobriété, pourriez essayer de la définir, d'en donner une approche ? Quelle serait-elle ?

**Hugues SIBILLE** : Je suis entré dans le sujet, dans la dernière période, à travers les travaux du Labo de l'ESS sur la transition énergétique citoyenne. J'ai découvert, (ce que je ne m'étais pas dit suffisamment clairement), que la question énergétique, c'est bien sûr celle de l'efficacité énergétique consistant à minimiser la consommation d'énergie pour un même service et celle des énergies renouvelables à substituer au nucléaire français en péril, mais que c'était avant tout celle de la sobriété énergétique.

La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas. En tirant sur ce fil de la sobriété énergétique, il en vient d'autres. On se rend compte qu'on appartient à titre personnel ou professionnel à des écosystèmes de production et de consommation. Cela renvoie à des approches plus fondamentales, en partie philosophiques, sur nos façons de nous nourrir, nous déplacer, habiter, se loger, utiliser le digital, avoir des loisirs... La sobriété consiste à faire le tri, à se concentrer sur l'essentiel, à ne pas "consumer" au-delà de cet essentiel.

J'ajoute, c'est peut-être anecdotique, que je suis bousculé par la génération d'après les Trente Glorieuses, proche de moi. J'ai trois fils entre 30 et 40 ans...Ils me secouent. Né en 1951, j'ai été façonné par le couple croissance / progrès social. Certes il y eut les travaux du Club de Rome sur la croissance zéro, mais pour l'essentiel notre action militante visait à mieux répartir les fruits de la croissance, à introduire plus de démocratie dans l'entreprise, à favoriser le retour à l'emploi. J'ai toujours été engagé sur le plan de la solidarité, de la justice sociale, de l'économie sociale. En parlant avec les plus jeunes, je comprends qu'il faut questionner (plus fortement que ce que je faisais) nos références et en particulier nos modèles de croissance. Ces questionnements doivent être menés à la fois au plan macro

(Quelle société ? Quelle économie ? Quelle politique publique ?), mais de plus en plus au plan mezzo (le territoire notamment, la filière) et au plan micro (celui des agents économiques, particuliers ou entreprises). Ces questions vont bien au-delà de questions techniques sur la production, la distribution, la consommation de l'énergie.

La manière dont on s'alimente touche évidemment à des questions de sobriété. Le volume annuel de consommation de viande impacte celui de la production de céréales qui lui-même impacte la consommation d'eau. Il y a une espèce d'écosystème de sobriété dans lequel il faut entrer. Cela reste compliqué !

La constitution de nouveaux écosystèmes fondés sur la sobriété pose frontalement la question chère à JB de Foucauld de l'articulation entre transformation personnelle et transformation sociale.

La sobriété ne se décrète pas, elle se constate ! Il y a un travail considérable et préalable de conscientisation et d'accompagnement. Ce qui me préoccupe dans la récente affaire de Rugby est moins la question politique que la crainte qu'un ministre de la transition écologique et solidaire n'ait pas entamé sa propre transition personnelle.

Les exemples de canicule, de pollution, ou de sécurité routière montrent qu'il est indispensable que la puissance publique régule. Cela ne suffit plus. Ce sont des systèmes complexes d'engagements individuel et collectif et de coopération qu'il faut mettre sur pied. La coopération sera de plus en plus un facteur clé de la résilience territoriale. La canicule de 2003 l'avait montré : les départements où la mortalité a été la mieux contenue sont ceux où les systèmes de coopération état/hôpital/associations/médecins/familles...fonctionnaient le mieux.

L'économie sociale et solidaire, par ce qu'elle représente comme potentiel de valeurs peut être un acteur déclencheur d'écosystème de coopération. Les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) en sont la démonstration. De même l'éducation populaire pourrait-elle être une entrée très importante pour éduquer à la sobriété, et l'éducation populaire fait partie de l'économie sociale et solidaire depuis toujours.

En tant qu'acteur de l'ESS, Président du Think Tank Labo de l'ESS ou membre du Conseil Supérieur de l'ESS je me dis qu'il faut que notre secteur se saisisse de l'enjeu d'un modèle de développement plus sobre, d'avantage qu'il ne le fait aujourd'hui. L'économie sociale et solidaire conserve un tropisme, tourné plus vers la question de la transformation sociale et la démocratisation de l'économie, que vers la transformation écologique. Je suis favorable à ajouter un E à ESS pour passer à l'économie sociale, solidaire et écologique (ESSE).

Je termine ce préliminaire en disant que, je sens bien que, dans l'univers qui est le mien, le débat entre croissance et sobriété est clivant.

**Le Pacte civique** : Tout à fait.

**Hugues SIBILLE** : Ce débat essentiel reste hésitant. L'opposition récente entre "fin du mois" et "fin du monde" en témoigne. Je cherche les penseurs et les praticiens qui travaillent à inventer de nouveaux équilibres autour du concept de post-croissance. C'est un délicat chemin de crête. D'un côté un précipice, la catastrophe écologique, de l'autre un autre précipice, la désespérance sociale terreau du populisme. Ce débat-là est important pour l'économie sociale et solidaire, parce que l'ESS a vocation à sortir l'économie du règne de la

marchandise et de la domination du capital, à ré-encadrer l'économie dans la société comme disait POLANYI.

Ces questions, parfois existentielles pour une entreprise, doivent être placées dans un cadre de transition. Moins que la photo à un instant T c'est le film qui compte, le chemin que l'on parcourt vers un but plus sobre et peut être moins matérialiste. Une entreprise bien qu'à forme coopérative, peut produire démocratiquement des biens inutiles ou nuisibles à la préservation de la planète. Comment gérer cela ? Le débat de la sobriété et de la post-croissance devraient pénétrer l'économie sociale et solidaire, d'où mon intérêt pour vos travaux. En tant que Président d'un think-tank, espace qui a vocation à produire des idées, je me sens la responsabilité d'infuser ce débat-là, d'amener les gens à y réfléchir.

Aujourd'hui dans l'économie sociale et solidaire telle que définie par la Loi de 2014, figure l'ensemble des coopératives agricoles : s'il y a évidemment des exceptions, on ne peut pas dire que ce sont les plus sobres, les plus écologiques jusqu'à présent, du secteur. On voit bien les contradictions et la nécessité de produire du débat, de conscientiser, sans pour autant stigmatiser ou ostraciser. Nous le faisons au Labo de l'ESS. Il ne saurait y avoir des bons et des méchants. La question est celle de se mettre en chemin.

**Le Pacte civique :** Je vous propose qu'on reprenne l'approche des interviews, en confrontant la sobriété aux valeurs du Pacte civique puis d'élargir et de revenir sur ce que vous avez dit et notamment, sur la dimension économique.

**Hugues SIBILLE :** Allons-y.

**Le Pacte civique :** L'une des valeurs c'est la justice. Peut-on confronter les questions de la sobriété et de la justice ? Du point de vue énergétique, vous l'avez évoqué, on parle de passoires thermiques pour les plus pauvres. On l'a vu aussi avec les gilets jaunes, avec les mouvements sociaux. Que disent-ils selon vous ? Comment peut-on sortir de ces impasses ? On ne sépare pas « fin du monde » et « fin du mois ».

**Hugues SIBILLE :** Que voulez-vous dire par « on » ne sépare pas ?

**Le Pacte civique :** Dans les discours publics d'aujourd'hui, il se dit de plus en plus qu'il ne faut pas les séparer, privilégier l'écologie au détriment du social ou l'inverse...

**Hugues SIBILLE :** Certes, mais c'est du discours. Au vrai, on ne sait pas bien comment faire.

**Le Pacte civique :** Donc justice et sobriété...

**Hugues SIBILLE :** J'ai commencé à appréhender la question de la précarité énergétique il y a quelques années lorsque avec Martin HIRSCH nous avons travaillé ensemble sur le micro-crédit personnel.

**Le Pacte civique :** Comme Muhammad Yunus ?

**Hugues SIBILLE** : Oui, dans le principe, mais sur un objet différent du micro-crédit pour la création d'entreprise. YUNUS a inventé le micro-crédit au Bangladesh pour permettre à des gens de créer de très petites entreprises, de se mettre à leur compte, en leur proposant de petits crédits. En France Maria NOWAK a pris le relai en créant l'Adie. Je parle ici de microcrédit personnel, un petit crédit pour traiter un problème de la vie : isoler son logement, accéder à une formation, payer son permis de conduire et un véhicule. Il s'agissait d'aider les plus pauvres à faire baisser leurs dépenses énergétiques souvent importantes à cause des "passoires thermiques".

**Le Pacte civique** : Ou ceux qui ont de vieilles voitures très consommatrices alors qu'ils doivent travailler avec...

**Hugues SIBILLE** : Exactement. Voiture, logement, la dépense énergétique est socialement inégale, donc injuste. Le pauvre roule à 10 litres aux cents et le riche à 5 litres aux cents. De même pour le logement. On pense le plus souvent aux locataires des logements sociaux. Mais il y a énormément de petits propriétaires, dans des logements anciens et très mal isolés, qui ont des revenus très modestes, par exemple des retraités, et qui subissent la double peine.

**Le Pacte civique** : Ceux des copropriétés dégradées par exemple...

**Hugues SIBILLE** : Oui, ou les propriétaires de leur maison mais qui n'ont pas les moyens de faire les travaux d'isolation. De nouveau double peine. Ils ne peuvent réaliser les investissements et subissent des factures énergétiques nettement plus importantes que ceux qui ont fait ce qu'il fallait pour isoler.

La première chose pour concilier justice et sobriété c'est d'avoir une Vision. D'inscrire cette vision dans une politique publique et de la faire partager. Accepter et entériner l'opposition entre fin du mois et fin du monde, c'est admettre une nouvelle opposition entre groupes sociaux et raisonner en jeu à somme nulle. Ce que l'écologie gagne, l'équité sociale le perd. Il ne doit pas y avoir victoire de l'un sur l'autre. C'est pourquoi j'étais intéressé par l'intitulé Transition écologique et solidaire, que Nicolas Hulot avait choisi pour son ministère. Malheureusement le ET n'a pas été suffisamment travaillé. Les ministres de l'écologie sont pris par l'urgence des problèmes environnementaux et n'ont pas le temps ou pas la conscience de s'intéresser au solidaire.

**Le Pacte civique** : Peut-être qu'en terme de temporalité, on l'entend bien, la « fin du mois » c'est tout de suite, la « fin du monde » c'est plus tard, on l'espère...

**Hugues SIBILLE** : Enfin, c'est de moins en moins "plus tard" ! Le réchauffement climatique commence à produire ses effets par exemple sur les migrations. La contradiction entre les temporalités est un phénomène ardu. Je le connais hélas fort bien dans le monde solidaire dont les dispositifs sont écartelés entre l'urgence court-termiste et la nécessité d'agir dans le long terme. Si vous prenez le RSA par exemple, pour des raisons politiques il a été généralisé avant que l'expérimentation n'ait été évaluée. Pour traiter certains sujets lourds, l'unité de compte devrait être de dix ans. Mais cette unité de compte temporelle semble inaudible aux politiques et à l'opinion publique au niveau national. Le système médiatico-politique, renforcé par les réseaux sociaux, vit dans l'instantanéité. Seuls peut-être les maires, ont la capacité d'agir à long terme et d'être soutenus par leur population. Il nous incombe à nous,

ESS, de proposer une vision longue car nous ne sommes ni sous la dictature des marchés et de la Bourse, ni sous celle de l'opinion publique. Si on prend l'exemple du logement social, on est depuis des décennies toujours dans l'urgence du court terme, alors qu'on a fait une loi sur le Droit au logement.

Je regrette personnellement que dans le débat « fin de mois / versus fin du monde » posé par les Gilets jaunes, l'économie sociale et solidaire n'ait pas été assez présente. On a eu l'impression qu'il y avait d'une certaine façon la France à problèmes et de l'autre la France à solutions. Il faut reconnecter les deux. Le Labo de l'ESS a fait il y a quelques années des Cahiers d'Espérance et non des cahiers de doléance. La France est socialement innovante et active. Le film Demain l'a montré. Il s'agit maintenant de construire du pouvoir d'agir avec les fins de mois difficile. La question de la mobilité est un bon exemple. L'économie solidaire peut construire des solutions de mobilité avec les exclus (covoiturage solidaire, garages solidaires, auto-écoles solidaires...).

Gandhi disait que "ce que vous faites pour moi mais sans moi, vous le faites contre moi".

**Le Pacte civique** : En effet l'inventivité sociale et écologique est énorme, partout !

**Hugues SIBILLE** : Il y a de plus en plus de gens sur le terrain qui font des choses magnifiques, splendides. Mais la connexion entre les résistants des ronds-points, les expérimentateurs de terrain et les promoteurs d'un Récit alternatif n'est pas assez établie.

**Le Pacte civique** : Elle a un peu commencé. Dans les marches pour le climat, pour les avoir faites, on avait absolument des Gilets jaunes. Tout le temps.

**Hugues SIBILLE** : Ça c'est intéressant, à creuser en tant que mouvement social. Pour sortir de l'opposition « fin du monde / fin du mois », je crois à la notion de mouvement social. Une société peut se prendre en main par la résistance, par la contestation ou par la construction de solutions par elle-même. L'ESS est née de cette auto-organisation. On crée des associations ouvrières, des caisses de secours mutuel, des associations de parents d'enfants handicapés, des banques coopératives. Il faut maintenant construire des lieux où ces forces de résistance et d'expérimentation coopèrent et travaillent ensemble de façon à ce que la France des problèmes et la France des solutions se rejoignent. Le Pacte Civique peut y contribuer. Ce peut-être un chemin pour éviter d'opposer justice et sobriété. La sobriété ne peut pas être : messieurs les pauvres serrez-vous un peu plus la ceinture !!

**Le Pacte civique** : A l'échelle nationale et à l'échelle mondiale, de la même façon ! On ne va pas demander à ceux qui n'ont rien dans certains pays ...

**Hugues SIBILLE** : Ne polluez pas !

**Le Pacte civique** : Nous, nous avons pollué depuis longtemps, maintenant à vous, de vous serrer la ceinture.

**Hugues SIBILLE** : J'écoute le débat sur les mesures visant à restreindre à juste titre l'usage de voitures et camionnettes anciennes et polluantes. Sur France Info, une personne interviewée, en larmes : « je suis foutu. Ce qu'on me demande de faire, changer de véhicule,

je ne pourrai pas le payer. J'avais une petite activité avec ma camionnette. Sans elle, parce que vieille, je n'y arriverai pas ! Qu'est-ce que je vais devenir ? ».

Moi qui crois fort à l'action de la société civile, je redis pourtant que la puissance publique a une responsabilité particulière. Il n'y aura pas de transition écologique sans régulation, sans mesures correctrices. On ne changera pas en profondeur sans régulation venant de l'Europe, des États ou des collectivités locales. Le niveau mondial auquel vous avez fait référence, reste quasi inaccessible. Même si l'ONU bouge, on voit bien que les Objectifs de Développement Durable -ODD- sont à la peine.

**Le Pacte civique :** Dans vos propos liminaires, vous avez évoqué la question de la créativité. Il y a une intense créativité, par exemple dans les AMAP. Beaucoup de choses se font, individuelles ou collectives. Le Mouvement des villes en transition l'illustre, avec une entrée comme l'alimentation. Lorsque les parents disent dans une école, on veut que nos enfants mangent régulièrement du bio et qu'il y ait moins de viande, le comportement de la collectivité s'adapte. Même chose pour l'entrée par l'énergie. On essaie de recenser ces initiatives créatives. Le Mouvement des Colibris le fait. Vous connaissez je suppose le Transiscope. Mais comment relie-t-on ces initiatives entre elles ? Comment soutient-on cette créativité indispensable ? Comment ne pas l'institutionnaliser, ce qui la tue. D'ailleurs les acteurs ne veulent plus de cette institutionnalisation.

**Hugues SIBILLE :** J'ai modestement deux éléments de réponse : le premier, c'est l'écosystème territorial. Je pense qu'une partie de la solution se joue sur les territoires. Actuellement, le Labo de l'ESS réalise un gros travail sur ce qu'on a appelé « Dynamiques pionnières de territoires » consistant à observer et analyser des expérimentations territoriales innovantes dans des secteurs très différents mais qui sont aujourd'hui de ce fait plutôt les unes à côté des autres, qui forment un écosystème de transition. Vous avez « Territoires zéro chômeurs de longue durée », « Territoire à énergie positive », « Tiers lieu », « Pôle de coopération économique », "Pôles de compétitivité", "Start up de Territoires" "pôles alimentaires" etc. Nous suivons actuellement ainsi dix-huit sites, dix-huit territoires différents. Pour simplifier on pourrait dire que « Territoires zéro chômeurs de longue durée » est sur la fin de mois et « Territoire à énergie positive », sur la fin du monde. Des interconnexions existent : les entreprises à but d'emploi des chômeurs de longue durée développent par exemple souvent des activités de recyclage.

**Le Pacte civique :** Le Pacte civique est très engagé sur « territoire zéro chômeur ».

**Hugues SIBILLE :** Oui, je le sais. Il s'agit d'une dimension qui paraît plutôt « fin de mois » : comment fait-on pour que les chômeurs reviennent dans la société, soient inclus, aient un niveau de vie, de revenu, de reconnaissance suffisant. Puis vous avez ailleurs des « Territoires à énergie positive » qui sont plutôt sur la logique « fin du monde » : comment changer le système énergétique pour sauver notre planète. L'enjeu, ce que fait Jean-François CARON à Loos-en-Gohelle et d'autres sur les villes en transition, c'est d'avoir et de mettre en œuvre une vision de la transition qui ne soit pas des tranches de saucisson les unes à côté des autres. Lorsqu'on regarde mieux « Territoire Zéro chômeurs » on se rend compte que les activités développées dans les entreprises « à but d'emploi », sont des activités de type économie circulaire, recyclage... Fin du mois et fin du monde se conjuguent alors.

Pour moi les territoires peuvent progresser beaucoup plus fort et plus vite sur une transition qui soit écologique et solidaire.

La deuxième partie de ma réponse porte sur la nécessité de l'ingénierie, de l'accompagnement, de la mise en commun. Le Labo de l'ESS l'a fait avec les PTCE. Nous travaillons maintenant avec quelques villes sur l'hypothèse d'une Fabrique des transitions. Il doit y avoir en même temps une puissance régulatrice de l'État (et bien sûr de la Commission Européenne) et une immense capacité d'initiative et d'auto-organisation de la société civile en communautés d'inspiration et d'action.

**Le Pacte civique :** Il y a actuellement je crois, deux cents villes ou villages en démarche de transition, on les connaît Ungersheim, Kingersheim, Langouët, etc. Mais on sait aussi que ces villes ont une petite dimension, la plus grosse en France est de 22 000 habitants. On n'a pas de grosses villes, pas de métropole. Ce sont des villes de petites tailles, il faudrait aussi explorer du côté des quartiers.

**Hugues SIBILLE :** Les dix territoires zéro chômeur qui ont été retenus dans l'expérimentation sont volontairement des territoires de petite taille, en gros 5.000 habitants. C'est comme cela qu'on peut faire de la dentelle. Beaucoup plus difficile d'agir fin dans de très gros écosystèmes. « Territoires zéro chômeurs » consiste à recevoir individuellement pour des échanges approfondis chaque chômeur du territoire. Pas 10% des chômeurs !! Chaque chômeur de longue durée inscrit depuis plus de deux ans à Pole emploi.

Expérimenter "en laboratoire" laisse de côté la question de l'extension, de la généralisation, du changement d'échelle, ou peut être mieux encore de l'inspiration, si l'on veut avoir des résultats. Ainsi l'Association Territoire zéro chômeur travaille à une seconde Loi pour étendre l'expérimentation à d'autres territoires.

Le Grand Débat a montré que les politiques publiques françaises restent trop descendantes. Nos brillants énarques ont les réponses à des questions qu'ils ne se sont pas posés. Ils ne construisent pas assez en partant d'abord de ce qui se passe sur le terrain. L'enjeu considérable d'aujourd'hui, c'est que ce soit les expériences de terrain innovantes souvent portées par la société civile qui inspirent les politiques publiques.

Pourtant la difficulté c'est qu'on ne peut pas et qu'on ne doit pas "industrialiser" ces innovations sociales. Ce qui se fait à Mauléon n'est sans doute pas reproductible à l'identique à Dunkerque. On peine donc à ce que nos belles innovations sociales, fassent reculer statistiquement certaines de nos fractures. On pourrait prendre un autre exemple, celui des coopératives d'activité et d'emplois (CAE), géniale innovation qui permet de créer sa propre activité, en étant salarié et en bénéficiant d'une protection sociale. Quand on compare les dix mille salariés de CAE aux 700 mille autoentrepreneurs on est loin du compte !!!

**Le Pacte civique :** J'appartiens à des mouvements qui travaillent ces sujets, je ne sais si vous connaissez « l'Université du nous », les « Nouveaux modes de gouvernance ». Oui c'est de la dentelle. Ce dont la créativité a besoin, c'est qu'elle "aide à être", à sortir du renoncement. Qu'on cesse de renoncer au beau, qu'on cesse de renoncer à l'esthétique, qu'on cesse de renoncer à fêter nos réalisations. Nous devons réinvestir nos émotions. C'est indispensable de le faire à un niveau public. L'humain des politiques publiques ne doit pas se perdre dans

de grands dispositifs. Pour avoir fait et participé à de nombreux dispositifs, très vite on se perd, on s'institutionnalise. L'humain est perdu. C'est un challenge important, parce que l'écologie individuelle est essentielle.

**Hugues SIBILLE** : On retrouve ici la question du temps long et de l'urgence. Ce dont on parle en fait, c'est d'une transition culturelle. Qui se traduira ensuite aux plans économiques, juridiques, techniques. Nous parlons d'une nécessaire révolution culturelle qui englobe les dimensions esthétiques, spirituelles, affectives. La financiarisation de nos sociétés se traduit par le fait que les inclus et les dirigeants sont de plus en plus, comme le dit Olivier Py le directeur du Festival d'Avignon, des "matérialistes sans culture", sans esthétique autre que l'argent, sans spiritualité.

Une société n'évolue, ne se transforme jamais en cinq ans. Nous sommes confrontés à un écartèlement, car il faut transformer la société en profondeur, ses façons de penser, de vivre, d'habiter, de produire, de se déplacer... et ces transformations profondes, il faudrait pouvoir les faire très vite pour des raisons écologiques. On a du mal à le faire dans des systèmes démocratiques et libéraux. Ceci explique qu'un certain nombre de gens disent que pour réussir la rupture écologique, il faudrait quelques bonnes dictatures écologiques. Sortir des systèmes démocratiques, lents et contradictoires, pour aller beaucoup plus vite. Rendre obligatoire. Ces raisonnements ont leur logique. Ils sont dangereux.

**Le Pacte civique** : Jean-Baptiste de FOUCAULD en parle aussi. Il dit : "en arriverons-nous à la contrainte ?" Vous l'avez évoqué de votre côté, ce n'est pas nécessairement une contrainte mais des générations arrivent qui commencent à tenir des discours radicaux. Mes amis dans différents cercles disent : "quand tu nous en parlais, je ne réagissais pas". Puis témoignent : "j'ai une fille de 16 ans qui m'a dit j'arrête de manger de la viande. Cela fait un mois et demi, elle dit non et ne revient plus en arrière". Une partie des jeunes générations n'est plus dans le discours, mais dans la mise en œuvre.

**Hugues SIBILLE** : C'est le cas de mes fils. Lorsque nous sommes ensemble, ils me reprennent sur certains aspects de mes comportements. Je ne les ai pas sensibilisés, ils l'ont fait tout seuls. Et ce sont eux qui me font maintenant prendre conscience !! Arrêt des bouteilles en plastique, nourriture en vrac, suppression d'achats inutiles, extinction des ordinateurs, achats d'occasion pour Noël...

**Le Pacte civique** : Cela peut aller jusqu'à des fractures. Un ami : « mes enfants m'ont dit, tu en as bien profité et maintenant on paye ! » Il y avait de la tension.

**Hugues SIBILLE** : Je comprends ces phénomènes générationnels. Ces écarts de vision. La situation leur donne raison. On parle de menaces sur la planète, de pollution, de glyphosate. Vous pouvez ajouter les retraites. Mes fils, si nous parlons de ma retraite prise il y a un an, disent : « tu sais, moi, je ne crois pas que j'aurai une retraite ».

**Le Pacte civique** : La crise pour eux c'est "les temps ordinaires". La retraite ? Peut-être jamais.

**Hugues SIBILLE :** Ils posent une question forte sur les solidarités intergénérationnelles, observant des classes d'âge mûr qui vivent bien, disposant à la fois de temps, de patrimoine et de revenus sous forme d'une retraite et de prestations sociales décentes. C'est souvent à travers les petits enfants, leur garde, leur éducation, leurs loisirs... qu'ils suscitent aujourd'hui cette solidarité intergénérationnelle.

**Le Pacte civique :** L'ascenseur social se serait donc grippé ?

**Hugues SIBILLE :** L'enjeu et l'intérêt du Pacte civique consiste à porter ces sujets à un haut niveau civique de conscience. P. Viveret et quelques autres, avaient organisé il y a quelques années avec le journal « la Croix », un Sommet des Consciences. C'était une forte et belle idée.

**Le Pacte civique :** C'est la même idée tous les étés à Lyon avec les « Dialogues en humanité ».

**Hugues SIBILLE :** Il est essentiel que la conscience morale, éthique, spirituelle, monte. Ce ne sont pas que des questions techniques ou politiques, même si évidemment elles prennent ces formes. Pour accélérer la prise de conscience, il faut des personnages de grande puissance symbolique, porteurs de récit. Le Pape, des leaders comme Barack Obama, Nicolas Hulot, Edgard Morin... peuvent dire des choses fortes pour tirer vers le haut. Alors, les gens, les peuples, les pays, les institutions, prennent les questions à bonne échelle, à bon niveau. Gandhi, Martin Luther King, Mandela...l'ont montré. Par temps de crise le prophétisme peut être soit un dangereux populisme soit une voie de salut. C'est l'aventure humaine.

**Le Pacte civique :** Venons-en à la question de la fraternité, explorée par le Pacte civique : sobriété et fraternité peuvent-elles aller ensemble ?

**Hugues SIBILLE :** Je constate avec intérêt que des pionniers de la fraternité, comme J-L. Sanchez de l'Observatoire national de l'Action sociale décentralisée avec Jean-Baptiste et d'autres, mènent un combat depuis plusieurs années pour témoigner de ce que, sur les trois piliers de la devise républicaine, la fraternité a été "mangée" par la liberté et l'égalité. En gros, du côté des forces sociales structurant nos sociétés depuis les Trente Glorieuses, le libéralisme a défendu à fonds les idées de liberté économique et de liberté individuelle tous azimuts, de l'autre les courants de progrès social ont défendu avec force depuis des décennies, à côté des libertés collectives, l'idée d'égalité. La fraternité a été en conséquence laissée de côté par ces forces qui structuraient le débat public. L'idée de fraternité a donc reculé. C'est différent pour la sobriété qui est un concept nouveau, post trente glorieuses.

On assiste parfois, lorsque des personnes se trouvent en situation imprévue, comme les Gilets jaunes sur les ronds-points ou dans des situations de catastrophe naturelle, comme une redécouverte éphémère et positive de la fraternité, une heureuse surprise d'être frères, un truc qui soudain fait chaud ! « C'était chouette, on était ensemble, on parlait, on a passé de merveilleux moments de fraternité ». Ce contact éphémère avec la fraternité se heurte à une tendance de fond devenue extrême, contre laquelle j'étais moins virulent il y a dix ans mais le deviens : la marchandisation et l'individuation qui font que l'enfer c'est les autres. Entre les systèmes de plateformes numériques, qui vous désocialisent, dans votre travail, vos loisirs, votre consommation, et le fait que tout s'achète, tout se vend, l'hostilité à la

fraternité est considérable. Ce sont les situations d'exception qui recréent de la fraternité, le quotidien digitalisé et marchand la fait reculer.

Des projets collectifs d'ESS comme La Louve (supermarché coopératif et participatif) peuvent recréer une certaine fraternité articulée à une certaine sobriété. À la Louve on fait plus et mieux que de consommer individuellement, on agit ensemble, on partage. De même pour certains engagements dans des projets de transition énergétique citoyenne. Sur Paris, le récent projet EnerCit'IF, coopérative citoyenne solaire sur les toits de Paris a déjà rassemblé une centaine de personnes qui mettent de l'argent. En faisant collectivement, en apprenant ensemble une certaine sobriété, on peut créer de la fraternité. De même avec des circuits courts collectifs dans le domaine alimentaire.

**Le Pacte civique** : c'est plutôt des solidarités...

**Hugues SIBILLE** : Peut-être. Mais cela peut aussi être un peu des deux. Pour être complet il faut ajouter une aventure intellectuelle récente et tout à fait intéressante, le manifeste convivialiste porté par Alain Caillé, autour de la revue M.A.U.S.S, qui a travaillé sur les dons qui unissent les sujets humains. Le Manifeste convivialiste affronte la question entropique suivante : comment gérer la rivalité et la violence entre les êtres humains ? Il se propose de travailler sur un art de vivre ensemble (con-vivere) qui permette aux humains de prendre soin les uns des autres et de la nature, et de réinterroger la quantité de richesses économiques qu'il nous est permis de produire.

**Le Pacte civique** : Mais tout cela ne touche-t-il pas que certaines classes sociales ?

**Hugues SIBILLE** : Qu'est-ce qui ne toucherait que certaines classes sociales ?

**Le Pacte civique** : ces réflexions convivialistes ou les innovations sociales consistant à mettre en place des dispositifs type AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), La Louve ou Enercoop...

**Hugues SIBILLE** : Certes. Les sociétaires de la Louve n'ont sans doute pas le profil sociologique des gilets jaunes. Il faut donc recréer du lien social ou de nouvelles alliances entre couches sociales. L'économie sociale et solidaire peut y contribuer si elle n'est pas corporatiste mais ouverte. Même si mon exemple reste marginal, il y a des expériences d'habitat participatif, qui se fixent comme règles d'avoir dans les groupes de projet qui se constituent une diversité sociale pour ne pas se retrouver entre bobos ayant des revenus, des loisirs, une culture comparable, se mettant ensemble uniquement pour partager la piscine !!!

Dans le même ordre d'idée les Accorderies qui viennent du Québec, misent sur des échanges de services entre tous les membres de la communauté des accordeurs, dont des pauvres, créant de la solidarité entre les classes ou les âges.

Je reconnais que l'équation de mixité sociale est extrêmement difficile. Il serait intéressant de mesurer la spécificité française sur ces sujets de fraternité et de solidarité conviviale ? Ma conviction personnelle, c'est que l'État français, très puissant, a longtemps aspiré la solidarité au sens large mais qu'une ère nouvelle s'ouvre où la société civile reprend l'initiative. Ce qui manque maintenant c'est une ingénierie politique qui permette de

prolonger ces initiatives par des politiques publiques mieux appropriées. Les politiques et les fonctionnaires sont à la peine de ce point de vue.

**Le Pacte civique :** Effectivement, en France ce qui relève de la solidarité a été aspiré par l'État

**Hugues SIBILLE :** La comparaison avec le Québec francophone serait intéressante à faire du point de vue de la fraternité-solidarité-convivialité. Pourquoi nos cousins québécois sont-ils plus fraternels et conviviaux que nous ?

**Le Pacte civique :** Est-ce que ce n'est pas aussi lié au climat ? Le Québec vit sous la neige de longs mois par an...

**Hugues SIBILLE :** Non cela vient de l'histoire. Ils n'ont pas eu d'État centralisateur. Il s'agit une province du Canada, la Belle Province qui résiste par ailleurs à l'État fédéral anglophone du Canada. Il y règne un esprit communautaire. Mon ami Gerald possède un chalet au bord d'un lac des Cantons de l'Est. Quand il faut refaire la toiture, les frères, cousins, amis, se mettent ensemble et passent leurs vacances à refaire la baraque.

En France nous restons très méfiants, voire hostiles, à l'idée de communauté. Or la fraternité passe aussi par une notion de communauté. Peut-on être fraternel avec la France entière ? Solidaire par l'État, oui. Fraternel, non. Vous pouvez être fraternel au sein des communautés dans lesquelles vous évoluez : votre communauté de travail, de bénévolat, votre communauté sportive, intellectuelle, spirituelle, familiale etc. Le collectif de travail (l'usine) disparaît. L'éducation populaire, la colonie de vacances, disparaissent. La communauté paroissiale disparaît. Il reste des individus en concurrence les uns avec les autres artificiellement reliés par l'état républicain. Défendre l'esprit communautaire serait contraire à l'esprit républicain ? Je ne le crois plus.

**Le Pacte civique :** Venons-en à un point plus économique. Le Crédit coopératif est une banque. J'ai participé à des levées de fonds par exemple pour la nouvelle revue Yggdrasil, qui vient d'être créée. Un crowdfunding a été lancé avec Kisskiss BankBank. Ils avaient besoin de 50 000€, ils ont collecté 165 000€ pour les douze numéros. Le financement est assuré. Ils l'ont fait sans le Crédit Coopératif. On a le sentiment que de manière croissante les gens veulent se passer des banques. Tous ces projets dont nous parlons, il faut pourtant bien qu'ils se financent. Soit, ils le feront par les réseaux de l'économie sociale et solidaire, soit, ils s'autofinanceront par d'autres systèmes. Vous êtes président de la Fondation du Crédit coopératif comment voyez-vous ces mouvements ?

**Hugues SIBILLE :** Vous voulez savoir quel pourrait être le rôle des banques pour promouvoir des projets de sobriété ?

**Le Pacte civique :** En un sens oui ! Quelle attention pourraient-elles porter davantage à la transition, aux monnaies complémentaires, à ce qui se place à côté du système actuel, au fonds à une forme de sobriété par rapport aux échanges monétaires actuels ?

**Hugues SIBILLE :** Là-aussi, expérience faite, je change, me radicalisant plutôt. Avant de parler des banques, il faut parler de la financiarisation dominante, hostile à la sobriété. Je n'aime

pas trop ce terme, un peu populiste, mais il rend compte d'une réalité. Les institutions financières, pas seulement les banques, ont pris une influence considérable sur l'économie. Leur logique est parfois spéculative. Très souvent elle repose sur des profitabilités court-termistes. Nous ne sommes pas du tout à l'abri d'une nouvelle crise financière égale ou supérieure à celle de 2008 compte tenu des masses de capitaux spéculatifs. Face à cette finance expansive, la finance solidaire se développe, mais reste un nain. Et voici que Facebook crée sa propre monnaie!!

Je prends l'exemple de l'économie collaborative. Dans nombre de plateformes la dimension financière est première. BlaBlaCar a été une start-up d'abord financée à plusieurs reprises et pour plusieurs centaines de millions de dollars, par des Fonds de pension Californiens. Cette plateforme de co-voiturage est intéressante. Son fondateur est brillant, innovant, avec des idées. Mais le voilà dans le capitalisme financier jusqu'au cou, avec la logique financière qui l'accompagne. Les financeurs demandent incessamment : où en est le business-plan ? Le chiffre d'affaire progresse-t-il ? Quelle est la valo(risation) ? Sur des objectifs essentiels de l'entreprise, la finance est derrière et prend la main.

Face à cette financiarisation nous, ESS, ne sommes pas à la hauteur des enjeux. Il y a des raisons objectives. L'ESS ne dispose pas au premier abord de capitaux massifs pour faire des plateformes coopératives importantes, reposant sur une finalité collaborative plus que sur le profit. Saurions-nous aligner les centaines de millions de fonds propres pour financer le développement informatique d'une entreprise type BlaBlaCar mais qui serait une coopérative ? Cette explication reste pourtant insuffisante. C'est également la volonté alternative qui manque. Après tout, les banques coopératives représentent près de 60% des dépôts bancaires en France ! Ont-elles la volonté de développer un nouveau coopérativisme de plateforme ? Par exemple Mobicoop? Je pose la question.

Plus généralement les banques se rendent compte que le monde qu'elles ont connu change très vite, remettant en cause leur métier même. De nouvelles applications sur smartphones permettent de se prêter de l'argent sans passer par la banque ! Des fonctions bancaires de base, prêter de l'argent, sont mises en cause !

Dans ce contexte le Crédit coopératif est un peu à un tournant. L'audace ou l'enlissement, la banalisation ou l'invention d'une autre banque des transitions écologiques et solidaires, une banque de financement de l'ESS et de l'économie réelle à impact social et environnemental. Le CC a peu d'agences, une centaine, contre 4000 aux caisses d'épargne. Pendant longtemps cela était considéré comme une faiblesse. Mais aujourd'hui les gens vont de moins en moins en agence, et le fait de ne pas être alourdi par un réseau coûteux (une nouvelle sidérurgie ?) peut être une force, à condition d'être une banque de services innovants tournée vers les nouvelles façons de faire de l'économie. Je continue à penser que la forme juridique de banque coopérative peut être une protection contre les excès spéculatifs. Le Crédit Coopératif n'a jamais spéculé ou cherché des excédents déraisonnables.

Ce qui est maintenant en cause, le premier challenge, c'est de refonder la vie coopérative, sur une démocratie d'avantage délibérative que représentative et de proximité. Avec plus de transparence et de traçabilité. L'autre challenge, c'est de faire évoluer le métier pour devenir une "banque développeuse". Une banque d'ingénierie, capable de comprendre et d'accompagner des projets à modèle économique complexe, en apportant plus que de

l'argent, une valeur ajoutée sociétale. Il s'agit au fonds d'innover financièrement pour innover socialement. Le CC le fait déjà. Ainsi sur les Hauts-de-France et maintenant dans d'autres régions, le Crédit Coopératif a monté des livrets d'épargne tracés. Au lieu d'avoir un livret d'épargne classique, vous avez un livret d'épargne régional dans lequel l'argent que vous mettez, est tracé vers la transition énergétique. Vous savez à quoi votre argent sert. Vous connaissez précisément à la fin de l'année les projets que votre livret a permis de financer. Il existe donc des possibilités de faire de la banque autrement.

Aujourd'hui retraité je reste Président de la Fondation, donc je ne suis plus banquier mais mécène de projets C'est évidemment plus facile. Mon expérience montre que pour la finance aussi la méthode REVE pourrait être utile. -R comme résister, -E comme expérimenter, -V comme voir loin et -E comme évaluer. Il faut savoir résister aux excès de la finance, inventer de nouveaux outils, évaluer ses impacts. Le Crédit Coopératif a beaucoup innové financièrement (Livrets et Cartes Agir par exemple). Il le fait moins et je le regrette. Petit, il se doit d'être agile, proche des nouveaux besoins. Ma vision c'est une vision à la Polanyi, (économiste hongrois 1886-1964) selon laquelle « il faut ré-encastrier la finance dans la société ». La finance est hors sol, excessive, loin de la sobriété

**Le Pacte civique :** Je voudrais terminer pas vous personnellement : est-ce que vous avez des actions sur votre mode de vie qui soient plus sobres ? Qu'est-ce que vous avez mis en place pour devenir sobre, personnellement ?

**Hugues SIBILLE :** Je vais vous surprendre, mais la première sobriété sur laque j'essaie d'agir c'est celle de l'Ego. Moins d'ego ! Passer le relai. Laisser la place. Passer de l'Ego système à l'écosystème. Mieux écouter avant de parler. Pas si facile.

Pour le reste je circule maintenant à Paris en vélo électrique et en métro. Je me suis payé des chaussures pour marcher en ville. J'aime marcher et trouve que les transports parisiens sont vraiment difficiles. Donc, disons qu'en termes de mobilité urbaine, je m'efforce de changer ma façon de faire. J'éteins nettement plus les ampoules derrière moi et laisse la chaudière campagnarde plutôt sur 19/20 que 20/21.

**Le Pacte civique :** Plus d'avion ?

**Hugues SIBILLE :** Peu d'avion, deux à fois par an peut être. Je suis encore expert auprès de la Commission européenne, mais je n'ai pas besoin de prendre l'avion pour aller à Bruxelles. Si j'avais une activité internationale pour la banque il faudrait bien...

Sur le plan alimentaire, (un peu sous la pression de mes enfants), j'essaie aussi de changer et ce n'est pas toujours facile. Nous avons très nettement diminué notre consommation de viande. On y arrive. On mange plus bio qu'avant mais ça ce n'est pas forcément de la sobriété. On regarde beaucoup plus l'origine des produits. On essaie d'être aussi plus disciplinés pour le tri et le compostage. Je m'initie au composte. Je refuse le plus possible les sacs plastiques.

Et puis, dans les rapports avec nos petits-enfants, dans la façon d'organiser leurs loisirs, on dit « tu es sûr que c'est vraiment intéressant de faire ça, on peut faire autrement ». Je sens bien qu'il ne suffit pas de faire des leçons de morale. Ce n'est pas facile de changer vos habitudes, quand vous avez un certain âge.

On peut être optimistes en regardant les enfants. Ils sont éduqués de façon sensiblement différente de la façon dont j'ai été moi-même éduqué.

**Le Pacte civique :** J'ai une petite puce en maternelle, qui dit « il ne faut pas utiliser du plastique parce que ça va dans la mer et les poissons s'étouffent ».

**Hugues SIBILLE :** A partir du moment où vous prenez cette habitude à quatre ans, vous l'avez pour toujours.

Voilà donc ce qu'au plan personnel j'essaie de faire. Je suis aussi passé chez Enercoop, ce n'est pas à proprement parlé de la sobriété mais c'est du renouvelable. Et je suis sociétaire d'Enercitif à Paris

Mon fils aîné est Président d'une coopérative de co-voiturage qui s'appelle Mobicoop, donc environnement familial essaie de faire des choses.

**Le Pacte civique :** ce que vous dites d'intéressant, c'est que cela transforme aussi votre vie familiale. Le changement est individuel mais aussi familial ?

**Hugues SIBILLE :** Je ne sais ce que d'autres racontent, mais je peux dire que ce sont des sujets dont nous parlons avec mes fils à chaque rencontre. Bastien, mon fils aîné, président de Mobicoop, et moi avons fait récemment sur la radio RCF une émission intergénérationnelle sur l'ESS. Interrogé sur la transmission j'ai fait part de mon étonnement sur le fait qu'on la regarde encore seulement sous l'angle de l'homme âgé qui transmet son expérience à la génération suivante, le maître qui transmet au compagnon son savoir. Aujourd'hui mes enfants me transmettent autant ou plus que je ne leur transmets sur la question de la sobriété et des modes de vie. Le dialogue intergénérationnel est très important.

**Le Pacte civique :** Tout à l'heure, à propos de temporalité vous disiez que la transition va prendre du temps, mais eux, ces générations, n'ont pas de temps ! C'est eux qui demandent d'aller beaucoup plus vite. Tout va s'accélérer, on n'aura pas le choix.  
Votre conclusion ?

**Hugues SIBILLE :** J'ai relu récemment des livres de Giono, dans lesquelles il y a une grande poésie de la nature et une grande méfiance vis à vis de la grande ville.

**Le Pacte civique :** « Le champ du monde »

**Hugues SIBILLE :** Entre autres, mais aussi Collines, Le grand Troupeau, L'homme qui plantait des arbres.... Il a été décrié comme réactionnaire, mais, si l'on regarde le monde d'aujourd'hui, d'une nature menacée, d'un intérêt nouveau pour les arbres, de villes excessives, de recherche de modes de vie plus écologiques, sa poésie est au fond d'actualité. Comment faire de cette espèce de folie de Région parisienne, ou tout est bétonné, ou la ville est embouteillée à deux heures du matin, ou les hommes sont dans l'excès...un territoire sobre ? Giono a raison.

**Le Pacte civique :** Il y a aussi la tension, le monde continu dans le métro, le RER, ...

**Hugues SIBILLE** : Je suis pessimiste sur les approvisionnements. L'autonomie alimentaire de Paris est de trois jours et dépend du pétrole, puisque les livraisons utilisent des transports reposant sur le pétrole. S'il n'y a plus de pétrole, Paris n'est plus alimenté. Fragilité extrême derrière l'impression de puissance, colosse aux pieds d'argile. Les travaux Labo montrent que les territoires les plus résilients sont ceux qui ont le plus de coopération.

**Le Pacte civique** : Il s'agit du livre « L'entraide » de Pablo Servigne.

**Hugues SIBILLE** : Je prends souvent l'exemple de la canicule de 2003 que j'ai déjà cité tout à l'heure qui a connu des niveaux de mortalité très élevés, avec non pas 15 000 mais 19 000 morts supplémentaires par rapport à un épisode normal. Entre les départements, on a observé des écarts importants de mortalité. Et pas seulement parce que certains départements plus ensoleillés étaient davantage caniculaires. Les départements moins touchés par la mort sont ceux où les habitudes de coopération entre le préfet, l'hôpital, les urgentistes, les maisons de retraite, les médecins libéraux, les associations familiales étaient les plus fortes. Ces relations de coopération forment un écosystème favorable. Cela nous dit vers où nous devons aller : vers des écosystèmes de coopération, de précaution, de prévention, de proximité. La sobriété partagée est difficile dans la mégapole.

**Le Pacte civique** : Merci.